

## Second coup de semonce syndical sur le Pacte d'excellence

**Le projet de Pacte d'excellence a été recalé pour la seconde fois du côté syndical, par le SLFP cette fois. Les libéraux suivent l'avis de la CGSP-Enseignement.**

**NATHALIE BAMPIS**

Les syndicats enseignants ont-ils décidé de mettre à l'épreuve les nerfs de la ministre Marie-Martine Schyns? Hier, le SLFP (pour l'enseignement officiel) a rejeté le projet du Pacte d'excellence dans son état actuel. Il a voté contre, à 68%. ... Il suit ainsi l'avis donné par la CGSP-Enseignement fin de semaine dernière. Le syndicat socialiste avait lui aussi dit «non» au Pacte. Un peu plus de 50% ont dit «non, mais», et pour 40%, c'était non tout court...

Un non nuancé par un «mais», donc. Car les syndicats insistent, ils ne jettent pas le bébé avec l'eau du bain. Mais leur base reste sur sa faim. Et réclament qu'un signal «fort» soit envoyé à la ministre de l'Enseignement. C'est donc fait. Même si l'avis de la CSC doit encore tomber (le 8 février). Et que les syndicats ont décidé qu'ils donneraient une «cote» globale en front commun, une fois tous les avis récoltés.

Il y a deux semaines, le Segec (les pouvoirs organisateurs de l'ensei-

gnement catholique) avait déjà rendu son verdict, disant un «oui, mais...» au Pacte, pointant quelques éléments à améliorer. Pourquoi les syndicats, aujourd'hui, n'ont-ils pas fait pareil? «La base avait une grosse crainte, nous dit Masanka Tshimanga, présidente du SLFP. Que si l'on dit 'oui', nous ne soyons plus consultés pour la suite des travaux. Ce 'non mais', c'est pour donner un signal fort selon lequel il faudra encore nous écouter, ce n'est pas pour l'enterrer.»

Ce signal «fort» résonne malgré tout comme une claque dans la figure du groupe central (et de Schyns) qui a piloté et finalisé les travaux. Groupe central dans lequel siègent (aussi)... les syndicats. Comment l'expliquer? La méfiance d'abord. C'est cela qui a guidé, chez beaucoup, le vote négatif. «Les enseignants ont déjà connu, par le passé, plusieurs réformes qui n'ont pas fonctionné. Ils sont échaudés, dit Masanka Tshimanga. Ils ont conscience qu'il faut changer les choses, mais ils ont encore du mal à voir les priorités.»

### Trop flou

Le flou ensuite. L'avis du groupe central reste avant tout un... avis. Les mesures n'ont pas encore été décidées, planifiées, votées, au sein du gouvernement et du Parlement

de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Raison pour laquelle, d'ailleurs, les syndicats lancent leur coup de semonce, histoire de rappeler qu'il faudra compter sur eux pour négocier chaque carat de la réforme.

Mais du coup, la base syndicale, elle, ne s'y retrouve pas. Et elle n'est pas aidée par les réseaux sociaux, sur lesquels ont circulé beaucoup de (fausses) informations. «On ne dit rien sur les modalités, l'opérationnalisation, le phasage des mesures», disait Joseph Thonon, le président de la CGSP la semaine dernière dans *Le Soir*. La présidente du SLFP ne dit rien d'autre. «Pour nos affiliés, tout cela reste encore flou. On ne sait pas quand, ni combien de temps cela va durer avant que tout soit mis en œuvre. Ni avec quel budget.»

Les mesures, pourtant, ont été budgétées dans l'avis du groupe central. «Oui, mais il y a des incohérences. On parlait de 300 millions d'euros en 2017 ce n'est déjà que 21 millions. Que va-t-on bien pouvoir faire avec cela?», s'interroge encore Masanka Tshimanga.

Si les syndicats se félicitent des mesures envisagées dans certains domaines, comme l'enseignement maternel par exemple, auquel «il était temps de s'attaquer», dit

Masanka Tshimanga, la CGSP et le SLFP se rejoignent sur d'autres craintes.

L'emploi, surtout, fait frémir. Il pourrait être menacé dans l'enseignement qualifiant, où les réformes auront pour objectif de réduire le nombre d'années (l'allongement du tronc commun réduira d'un an, de 4 à 3, le nombre d'années dévolu au qualifiant), de rationaliser l'offre, réduire le nombre d'options, fermer les sections devenues inutiles. Les enseignants craignent donc des pertes d'emplois, même si du côté du cabinet Schyns, on a toujours martelé qu'il n'en sera pas question, et que le Pacte se fera en préservant les emplois existants.

Un des autres points qui laisse aussi particulièrement sceptique les enseignants, c'est le volet qui reste grand absent du Pacte: la réforme de leur formation. Ce volet n'est pas du ressort de Marie-Martine Schyns, mais du ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt. Or, ce dernier a déjà laissé entendre que rien ne serait possible avant la prochaine législature. C'est pourtant pointé comme un des préalables nécessaires à la bonne mise en œuvre du Pacte, disent, inquiets, les syndicats.

«Les enseignants ont déjà connu, par le passé, plusieurs réformes qui n'ont pas fonctionné. Ils sont échaudés.»

MASANKA TSHIMANGA  
PRÉSIDENTE DU SLFP